

Huit ans après les premiers soulèvements, une seconde vague a secoué plusieurs pays du monde arabe. Dans les États qui n'ont pas été touchés par cette réplique, l'accroissement des inégalités sociales renforce l'instabilité. Répression, clientélisme, laisser-faire : chaque gouvernement s'efforce, à sa manière, d'étouffer la contestation.

Le « Maroc inutile » prêt à exploser

A Cuba, un quartier en déréliction de Casablanca, la colère monte. Les autorités oscillent entre la répression et un laisser-faire nécessaire au maintien d'une certaine paix sociale

REPORTAGE

CASABLANCA - correspondance

En quelques minutes, la nouvelle a fait le tour du quartier. « C'est arrivé », soupire un voisin en tenue de nuit. « Il n'y a pas eu de mort, cette fois », rassure une autre. Un garçon est à l'hôpital, blessé à la jambe. « Espérons qu'il en sorte en un seul morceau », ironise Ismaïl, 40 ans, coach sportif sans emploi. Dans le quartier Cuba, adossé à l'ancienne médina de Casablanca, une maison s'est effondrée dans la nuit du 7 au 8 janvier, anéantie par une pluie torrentielle. Où sont les secours ? « Les secours, l'assainissement, les services de base, tout ça, tu oublies : ici, il n'y a pas d'État », explique le coach.

La veille, dans l'est de Casablanca, un enfant et ses parents ont perdu la vie, écrasés dans leur sommeil. « On vit tous en sur-sis », dit tranquillement Ismaïl. A Cuba comme dans beaucoup d'autres quartiers défavorisés de la capitale économique marocaine, les maisons, bâties avec du sable, tiennent debout par miracle. Faute de place, faute de moyens, les habitants ont construit eux-mêmes, entassant un étage sur l'autre, sans autorisation.

Quand les maisons s'écroulent, ils reçoivent un avis d'expulsion et se voient proposer l'acquisition d'un logement social neuf, en périphérie de Casablanca. Pour les jeunes du quartier, la réponse est unanime : « Partir ? Jamais ! » Il faudrait déboursier 140 000 dirhams (environ 13 000 euros) pour aller vivre dans un de ces grands ensembles immobiliers bon marché et souvent défectueux, privés de transports publics, trop isolés pour que leurs habitants trouvent du travail. « Si j'avais cet argent, je serais monté dans une barque : aller simple, direction l'Espagne ! », tranche Abdelghafour, 27 ans.

« POLITIQUE DU DÉPRÉSSIONNEMENT »

Contrairement aux bidonvilles que les autorités se sont – en vain – efforcées d'éradiquer, depuis 2004, à la suite des attentats de Casablanca (le 16 mai 2005, cinq attentats-suicides avaient fait 33 morts et une centaine de blessés), perpétrés par des jeunes issus de ces quartiers, les habitants non réglementaires (HNR) ne font pas l'objet d'un plan de réaménagement. « C'est la politique du dépressionnement. En laissant les maisons s'effondrer toutes seules, l'État peut récupérer ces terrains situés au centre, qui représentent une opportunité foncière majeure », analyse la sociologue Soraya El-Khalaoui, chercheuse à l'université de Gand, en Belgique.

Il a recommencé à pleuvoir. Ismaïl, le coach sans emploi, a rejoint un groupe de jeunes du quartier qui se sont mis à l'abri dans un cabanon en tôle ondulée. Toutes les maisons ont été inondées. Les toits se sont affaissés. « On investit des milliards pour un Partir qui

sert à impressionner les étrangers, mais on est incapables d'évacuer les eaux usées », déplore Simo, un gardien de voitures de 28 ans.

Des jours comme celui-ci. À Cuba, la colère prend une forme explosive. Au Maroc, le chômage des jeunes en milieu urbain dépasse 40%. L'absence de perspectives apportées par l'éducation – la qualité de l'enseignement dans le public est médiocre, de la maternelle à l'université, et les jeunes diplômés sont confrontés à un très fort taux de chômage – et le sentiment d'être les oubliés de la carte postale marocaine nourrissent la grogne sociale. Celle-ci s'entend dans les stades de football, seul véritable espace d'expression politique. « Le « printemps arabe » a été déclenché par des jeunes urbains sans emploi. Or cette catégorie a augmenté au Maroc depuis 2011. Cela explique le déploiement sécuritaire important dans les villes. Car la vraie menace subversive pour le régime, ce sont les soulèvements urbains », explique Aboubakr Jamaï, professeur à l'Institut américain universitaire d'Aix-en-Provence et ancien directeur du *Journal hebdomadaire*, titre réputé pour son indépendance et mis en liquidation judiciaire en 2010.

En 2011, alors que les foules arabes sont dans les rues en Tunisie, en Égypte et au Yémen, le pouvoir marocain est secoué par les manifestations du « mouvement du 20 février ». Afin de calmer la contestation, Rabat a fini par organiser un référendum sur la Constitution, puis un scrutin législatif, annonçant un début de démocratisation. Dix ans plus tard, peu de choses ont changé. Pour les quartiers défavorisés, la « vraie révolution » n'a pas eu lieu.

Dans ces espaces que le Conseil économique, social et environnemental marocain qualifie, depuis 2013, de « foyers grandissants d'insécurité et de tensions sociales », le pouvoir répond tantôt par la répression, tantôt par un laisser-faire nécessaire au maintien d'une certaine paix sociale. « Maintenir la



A deux pas du quartier défavorisé de Cuba se dresse, derrière un mur, les immeubles luxueux de la marina de Casablanca. YASSINE TOUMPOUR - LE MONDE

« ON A CONSTRUIT LA MARINA À LA SUEUR DE NOTRE FRONT ! ÇA NOUS A FAIT RÊVER. À LA FIN, ILS ONT BÂTI UN MUR ENTRE LES DEUX QUARTIERS, POUR NOUS EFFACER »

HICHAM ouvrier dans le bâtiment

population dans la vulnérabilité permet de garder une forme de pouvoir autoritaire, explique Soraya El-Khalaoui. Car une grande partie de la population vit et travaille dans le secteur informel, et peut à tout moment être expulsée de son logement ou perdre son travail. Elle se retrouve alors dans l'incapacité de revendiquer ses droits de manière organisée », poursuit la chercheuse.

A Cuba, aucune famille ne veut risquer de se retrouver à la rue. « On n'a pas le choix. Tout ce qu'on peut faire, c'est voler pour trouver de quoi bouffer », lâche Yassine, 26 ans, la bouche pâteuse et le visage balafré. Ismaïl tente de le calmer : « C'est la drogue... Avant, il était fort. » Avec Hicham, 40 ans, ils organisent des séances d'entraînement aux arts martiaux. « Le sport, c'est une forme d'exutoire. C'est mieux que la drogue ou la violence dans les stades », sourit le petit homme trapu.

Hicham rêvait de devenir champion de MMA (arts martiaux mixtes), il travaille aujourd'hui comme ouvrier dans le bâtiment, lorsque l'occasion se présente. « A chaque fois qu'on a essayé de participer au développement de ce pays, ils nous ont renvoyé dans la gueule ! » Il lève les yeux en direction des immeubles de 36 étages tuoyant le ciel gris. En face de leur ghetto emmuré se dresse la marina de Casablanca, ses résidences de haut standing et ses boutiques de luxe, parfait symbole de l'écart abyssal entre les riches et les pauvres, qui scinde le royaume chérifien en deux. Le Maroc dynamique, aux projets spectaculaires et aux infrastructures d'iniquités, et le Maroc vulnérable, arrivé 121^e sur 189 pays au classement mondial de l'indice de développement humain (IDH) en 2019.

« On a construit la marina à la sueur de notre front ! Ça nous a fait rêver. À la fin, ils ont bâti un mur entre les deux quartiers, pour nous effacer », poursuit Hicham, tête baissée. Depuis le lancement des travaux de la ma-

rina, en 2008, Cuba, un ancien village de pêcheurs, n'a plus accès à la mer. « Avant, on pouvait se débrouiller, ramener un peu de poisson », se désole-t-il. Alors plus personne n'ose rêver. Pas même en 2011, lorsque les manifestants du 20 février sont descendus dans la rue pour réclamer plus de démocratie. « C'était pour les gens éduqués. Nous, on ne veut pas de politique, on veut du travail », explique Abdelghafour.

« ÇA A EXPLODÉ COMME DU POP-CORN »

Ce n'est qu'en 2017 que les Marocains – ceux des périphéries rurales et urbaines, précaires – ont vraiment senti la secousse, avec le Hirak, le mouvement populaire du Rif, une région marginalisée et rebelle du nord du pays. L'étincelle avait été la mort, le 28 octobre 2016, d'un vendeur de poissons, Mouhcine Fikri, broyé dans une benne à ordures alors qu'il voulait empêcher sa cargaison d'être détruite par la police, dans la ville côtière rifaine d'Al-Hoceima. « C'était ça, la vraie révolution ! Celle du « Maroc inutile ». Ça a explosé partout comme du pop-corn. En 2011, les gens avaient accepté les propositions de l'État destinées à calmer la contestation, là, ils ont dit : « On n'y croit plus », estime la chercheuse Soraya El-Khalaoui. Le mouvement de contestation sociale s'est alors étendu à d'autres villes du royaume – notamment à Jerada, ville minière de l'est, et Zagora, dans le sud, où des manifestations contre les pénuries d'eau ont éclaté –, portant enfin les revendications des plus pauvres.

Mais la répression qui a suivi a laissé un goût amer. Des centaines de personnes ont été condamnées à des peines de prison ferme, jusqu'à vingt ans pour les principales figures du Hirak. L'effervescence est retombée, la crise sanitaire liée au Covid-19 et la répression ont enveillé le Maroc sous une chape de plomb. ■

GHALIA KADRI